Commission scolaire
des Patriotes

Service du secrétariat général
et des communications

REVUE DE PRESSE

DU 11 AU 17 AVRIL 2020

LE JOURNAL DE MONTRÉAL
ACTUALITÉ

École J.-P.-Labarre à Varennes

AGENCE QMI

Samedi, 11 avril 2020 18:56MISE À JOUR Samedi, 11 avril 2020 18:56

VARENNES – Alors que la réouverture des écoles fait débat, on rapporte un nouveau cas de COVID-19 dans un service de garde d'urgence, cette fois en Montérégie.

L'enfant en question fréquentait jusqu'à tout récemment le service de garde mis en place à l'école J.-P.-Labarre, de Varennes, pour accommoder les parents qui doivent toujours se rendre au travail.

Les parents des autres enfants et le personnel du service de garde ont appris vendredi qu'un jeune fréquentant l'établissement avait reçu un résultat positif à un test de dépistage de la COVID-19.

Dans la lettre envoyée Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie-Centre, dont l'Agence QMI a obtenu copie, il est demandé aux enfants du service de garde et aux employés de se placer en isolement volontaire jusqu'au 22 avril.

Les parents des autres enfants ne sont toutefois pas visés par cette consigne.

Ce n’est pas le premier cas de COVID-19 dans un service de garde d’urgence à être rendu public dans les derniers jours.

La semaine dernière, une éducatrice de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, à Montréal, a notamment été diagnostiquée avec le coronavirus.

Son syndicat, la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ), avait alors réagi en critiquant le manque de protection du personnel de ces services de garde.

Des enfants ont aussi été atteints dernièrement par le virus.

Selon les spécialistes, les petits ont pour la plupart des symptômes assez bénins lorsqu’ils sont infectés par la maladie.

Ayant cette donnée en tête, le premier ministre François Legault avait créé la surprise vendredi en laissant entendre que le retour en classe pourrait se faire avant même le 4 mai.

Cette déclaration a soulevé l’ire de nombreux parents, de syndicats, ainsi que de spécialistes de la santé. Ces derniers ont rappelé entre autres que des enfants peuvent très bien donner le virus à des adultes, qui eux, peuvent développer des symptômes très graves.

Samedi, le premier ministre a été forcé de revenir sur ses propos de la veille lors de son point de presse quotidien.

«La journée qu'on va rouvrir les écoles, c'est parce que j'aurai été prêt à envoyer mes propres enfants là», a-t-il indiqué.

Nouveau cas dans un service de garde d’urgence

Agence QMI
| Publié le 11 avril 2020 à 19:44

Gracieuseté Facebook / Désigner d'intérieur Elaine Roux

Alors que la réouverture des écoles fait débat, on rapporte un nouveau cas de COVID-19 dans un service de garde d’urgence, cette fois en Montérégie.

L’enfant en question fréquentait jusqu’à tout récemment le service de garde mis en place à l’école J.-P.-Labarre, de Varennes, pour accommoder les parents qui doivent toujours se rendre au travail.

Les parents des autres enfants et le personnel du service de garde ont appris vendredi qu’un jeune fréquentant l’établissement avait reçu un résultat positif à un test de dépistage de la COVID-19.

Dans la lettre envoyée Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie-Centre, dont l’Agence QMI a obtenu copie, il est

demandé aux enfants du service de garde et aux employés de se placer en isolement volontaire jusqu’au 22 avril.

Les parents des autres enfants ne sont toutefois pas visés par cette consigne.

Ce n’est pas le premier cas de COVID-19 dans un service de garde d’urgence à être rendu public dans les derniers jours.

La semaine dernière, une éducatrice de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, à Montréal, a notamment été diagnostiquée avec le coronavirus.

Son syndicat, la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ), avait alors réagi en critiquant le manque de protection du personnel de ces services de garde.

Des enfants ont aussi été atteints dernièrement par le virus.

Selon les spécialistes, les petits ont pour la plupart des symptômes assez bénins lorsqu’ils sont infectés par la maladie.

Ayant cette donnée en tête, le premier ministre François Legault avait créé la surprise vendredi en laissant entendre que le retour en classe pourrait se faire avant même le 4 mai.

Cette déclaration a soulevé l’ire de nombreux parents, de syndicats, ainsi que de spécialistes de la santé. Ces derniers ont rappelé entre autres que des enfants peuvent très bien donner le virus à des adultes, qui eux, peuvent développer des symptômes très graves.

Samedi, le premier ministre a été forcé de revenir sur ses propos de la veille lors de son point de presse quotidien.

«La journée qu'on va rouvrir les écoles, c'est parce que j'aurai été prêt à envoyer mes propres enfants là», a-t-il indiqué.

L'Œil RÉGIONAL
Le journal de la Vallée du Richelieu
oeilregional.com

16 AVRIL 2020

MONT-SAINT-HILAIRE

La nouvelle école primaire a maintenant un nom

L'école Paul-Émile-Borduas

La Commission scolaire des Patriotes a adopté officiellement le nom de la nouvelle école primaire de Mont-Saint-Hilaire, qui s'appelle désormais l'école Paul-Émile-Borduas.

La nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire accueille des élèves depuis la rentrée scolaire 2019-2020. La directrice, Milena Joa, a mis sur pied à l'automne 2019 un comité ayant pour mandat de tenir une consultation auprès des élèves, des parents, de l'équipe-école et de la communauté, afin de recevoir des suggestions de noms pour l'école. Parmi les suggestions reçues, le conseil d'établissement a retenu le nom

Paul-Émile Borduas, un nom tout désigné pour cette nouvelle école, non seulement parce que l'artiste est né à Mont-Saint-Hilaire en 1905, mais aussi parce qu'il a été un artiste réputé et un acteur important de l'évolution de la pensée et de l'avènement de la modernité au Québec. Chef de file du mouvement Automatiste et auteur principal du manifeste Refus global en 1948, Paul-Émile Borduas a eu une profonde influence sur le développement des arts au Québec.

Les deux autres noms proposés étaient Entre-Monts-et-Rivières et Mille-Mystère.

L'Œil RÉGIONAL
Le journal de la Vallée du Richelieu
oeilregional.com

16 AVRIL 2020

MONT-SAINT-HILAIRE

La nouvelle école primaire a maintenant un nom

L'école Paul-Émile-Borduas

La Commission scolaire des Patriotes a adopté officiellement le nom de la nouvelle école primaire de Mont-Saint-Hilaire, qui s'appelle désormais l'école Paul-Émile-Borduas.

La nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire accueille des élèves depuis la rentrée scolaire 2019-2020. La directrice, Milena Joa, a mis sur pied à l'automne 2019 un comité ayant pour mandat de tenir une consultation auprès des élèves, des parents, de l'équipe-école et de la communauté, afin de recevoir des suggestions de noms pour l'école. Parmi les suggestions reçues, le conseil d'établissement a retenu le nom

Paul-Émile Borduas, un nom tout désigné pour cette nouvelle école, non seulement parce que l'artiste est né à Mont-Saint-Hilaire en 1905, mais aussi parce qu'il a été un artiste réputé et un acteur important de l'évolution de la pensée et de l'avènement de la modernité au Québec. Chef de file du mouvement Automatiste et auteur principal du manifeste Refus global en 1948, Paul-Émile Borduas a eu une profonde influence sur le développement des arts au Québec.

Les deux autres noms proposés étaient Entre-Monts-et-Rivières et Mille-Mystère.

Les pour et les contre d'un retour en classe en mai, selon le Syndicat de Champlain

Le 16 avril 2020 à 15 h 53 min

Par Éric Tremblay

(Photo : Archives)

Peu importe quand – et comment – se fera le retour à l'école, le Syndicat de Champlain ne veut rien précipiter et attendra le signal du gouvernement et de la santé publique. Lorsque le moment sera venu, les enseignants et membre du personnel de soutien seront «prêts» et «contents» de reprendre du service dans les écoles.

La petite bombe lancée par le premier ministre François Legault avant le long congé de Pâques laissant entendre la possibilité d'un retour en classe le 4 mai ou même plus tôt en avait surpris plus d'un dans le milieu scolaire et chez les parents d'élèves.

Depuis, il s'est ravisé. Pas de retour en classe imminent, la santé des enfants primait sur l'économie.

«C'est sûr qu'il y a eu des inquiétudes. M. Legault avait dit ça tout bonnement, alors qu'à ce moment, on n'avait pas encore atteint le sommet [de nombre de cas de COVID-19]. Il a dit ensuite que c'était l'UN des scénarios», rappelle Éric Gingras, président du Syndicat de Champlain qui représente des enseignants et membres du personnel de soutien des Commissions scolaires Marie-Victorin (CSMV), des Patriotes et de la Vallée-des-Tisserands.

Éric Gingras

Selon les informations qui viennent au Syndicat au sujet du retour en classe, aucune décision n'est prise à court ou moyen terme.

«Est-ce qu'il y aurait un possible retour au travail pour les enseignants? Il faudrait voir», laisse-t-il entendre, rappelant que les enseignants offrent déjà de l'encadrement à leurs élèves.

Scénario le plus souhaitable

Quant à savoir si un retour en classe est préférable d'ici juin ou en septembre, M. Gingras préfère s'en remettre à la santé publique, qu'il juge la mieux placée pour prendre cette décision.

D'un point de vue pédagogique, il ose néanmoins se prononcer.

Un retour à la mi-mai signifierait que les cours au primaire s'échelonneraient sur environ un mois; un peu moins d'un mois chez les élèves du secondaire, pour qui les examens du ministère de l'Éducation ont été annulés.

> **«Pour être franc, est-ce qu'un retour à la mi-mai ferait un grand bien? Serions-nous capables de rattraper le retard? La réponse est non.» – Éric Gingras, président du Syndicat de Champlain**

Toutefois, il serait bénéfique, ne serait-ce que pour la consolidation des acquis et l'«aspect social»: les enfants ont quitté le 12 mars sans savoir qu'ils n'y reviendraient pas, peut-être jusqu'en septembre. «Les enseignants pensent à ça, à maintenir ce lien», évoque Éric Gingras.

Encadrement à géométrie variable

Depuis le début de la crise, les enseignants sont appelés à conserver le lien avec leur élève et à proposer des activités éducatives, ce qui s'ajoute à la riche offre de plateformes pédagogiques.

Malgré tout, les enfants ne reçoivent pas tous le même encadrement à la maison. Par exemple, certains appels des enseignants restent sans réponse.

Chaque milieu comporte ses particularités et les enseignants sont les mieux placés pour cibler les besoins, identifie M. Gingras. «À la Commission scolaire Marie-Victorin, il y plus d'une centaine de classes d'accueil. Quel type de suivi peut être fait?» soulève-t-il

Chez les élèves en famille d'accueil ou encore chez les élèves en difficulté, le soutien doit être encore plus grand.

«Quand les enseignants ont appelé leurs élèves, je peux vous dire qu'ils n'y sont pas forcément allés en ordre alphabétique. S'il y a eu beaucoup de travail qui a été fait avec un élève durant l'année scolaire, on ne veut pas perdre ça.»

Éric Gingras souligne aussi le travail des services de garde maintenus ouverts pour les enfants des parents qui œuvrent dans les services essentiels. Dans les écoles de la CSMV et Patriotes, il y en a une trentaine. À la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands, on en compte une dizaine.

Étonnante poursuite des négos

Dans le contexte actuel, Éric Gingras n'entend pas critiquer le travail de l'employeur.

«C'est souvent comme chats et chiens, le syndicat et l'employeur, mais là, il y a des échanges quotidiens, une bonne communication, même si on ne s'entend pas toujours.»

Il ajoute que la forte présence du Syndicat sur les diverses plateformes de communication contribue à une bonne circulation de l'information.

La poursuite des négociations des conventions collectives avec le gouvernement a cependant eu de quoi le surprendre.

«On sent la volonté du gouvernement de poursuivre, ne reculant devant rien. C'est particulier, alors qu'il y a tant d'autres affaires à gérer à l'heure actuelle. On ne l'avait pas vu venir.»

Sans dire que les «tables de négos fonctionnent à plein régimes», les consultations se poursuivent.

Les pour et les contre d'un retour en classe en mai, selon le Syndicat de Champlain

Le 17 avril 2020 — *Modifié à 8 h 37 min le 17 avril 2020*

Par Ali Dostie

(Photo : Archives - Le Courrier du Sud)

Peu importe quand – et comment – se fera le retour à l'école, le Syndicat de Champlain ne veut rien précipiter et attendra le signal du gouvernement et de la santé publique. Lorsque le moment sera venu, les enseignants et membres du personnel de soutien seront «prêts» et «contents» de reprendre du service dans les écoles.

Le petite bombe lancée par le premier ministre François Legault avant le long congé de Pâques laissant entendre la possibilité d'un retour en classe le 4 mai ou même plus tôt en avait surpris plus d'un dans le milieu scolaire et chez les parents.

Depuis, il s'est ravisé. Pas de retour en classe imminent, la santé des enfants prime sur l'économie.

«C'est sûr qu'il y a eu des inquiétudes. M. Legault avait dit ça tout bonnement, alors qu'à ce moment, on n'avait pas encore atteint le sommet [de nombre de cas de COVID-19]. Il a dit ensuite que c'était l'un des scénarios», rappelle Éric Gingras, président du Syndicat de Champlain qui représente des enseignants et membres du personnel de soutien des Commissions scolaires Marie-Victorin (CSMV), des Patriotes et de la Vallée-des-Tisserands.

Selon les informations qui viennent au Syndicat au sujet du retour en classe, aucune décision n'est prise à court ou moyen terme.

«Est-ce qu'il y aurait un possible retour au travail pour les enseignants? Il faudrait voir», laisse-t-il entendre, rappelant que les enseignants offrent déjà de l'encadrement à leurs élèves.

Scénario le plus souhaitable

Quant à savoir si un retour en classe est préférable d'ici juin ou en septembre, M. Gingras préfère s'en remettre à la santé publique, qu'il juge la mieux placée pour prendre cette décision.

D'un point de vue pédagogique, il ose néanmoins se prononcer.

Un retour à la mi-mai signifierait que les cours au primaire s'échelonneraient sur environ un mois; un peu moins d'un mois chez les élèves du secondaire, pour qui les examens du ministère de l'Éducation ont été annulés.

> **«Pour être franc, est-ce qu'un retour à la mi-mai ferait un grand bien? Serions-nous capables de rattraper le retard? La réponse est non.»**
> **Éric Gingras, président du Syndicat de Champlain**

Toutefois, il serait bénéfique, ne serait-ce que pour la consolidation des acquis et l'«aspect social»: les enfants ont quitté le 12 mars sans savoir qu'ils n'y reviendraient pas, peut-être jusqu'en septembre. «Les enseignants pensent à ça, à maintenir ce lien», évoque Éric Gingras.

Encadrement à géométrie variable

Depuis le début de la crise, les enseignants sont appelés à conserver le lien avec leur élève et à proposer des activités éducatives, ce qui s'ajoute à la riche offre de plateformes pédagogiques.

Éric Gingras, président du Syndicat de Champlain (CSQ)

Malgré tout, les enfants ne reçoivent pas tous le même encadrement à la maison. Par exemple, certains appels des enseignants restent sans réponse.

Chaque milieu comporte ses particularités et les enseignants sont les mieux placés pour cibler les besoins, identifie M. Gingras. «À la Commission scolaire Marie-Victorin, il y plus d'une centaine de classes d'accueil. Quel type de suivi peut être fait?» soulève-t-il.

Chez les élèves en famille d'accueil ou encore chez les élèves en difficulté, le soutien doit être encore plus grand.

«Quand les enseignants ont appelé leurs élèves, je peux vous dire qu'ils n'y sont pas forcément allés en ordre alphabétique. S'il y a eu beaucoup de travail fait avec un élève durant l'année scolaire, on ne veut pas perdre ça.»

Éric Gingras souligne aussi le travail des services de garde maintenus ouverts pour les enfants des parents qui œuvrent dans les services essentiels. Dans les écoles de la CSMV et la Commission scolaire des Patriotes, il y en a une trentaine. À la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands, on en compte une dizaine.

Étonnante poursuite des négos

Dans le contexte actuel, Éric Gingras n'entend pas critiquer le travail de l'employeur.

«C'est souvent comme chats et chiens, le syndicat et l'employeur, mais là, il y a des échanges quotidiens avec les commissions scolaires, une bonne communication, même si on ne s'entend pas toujours.»

Il ajoute que la forte présence du Syndicat sur les diverses plateformes de communication contribue à une bonne circulation de l'information.

La poursuite des négociations des conventions collectives avec le gouvernement a cependant eu de quoi le surprendre.

«On sent la volonté du gouvernement de poursuivre, ne reculant devant rien. C'est particulier, alors qu'il y a tant d'autres affaires à gérer à l'heure actuelle. On ne l'avait pas vu venir.»

Sans dire que les «tables de négos fonctionnent à plein régimes», les consultations se poursuivent.